ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 9 août 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 15 septembre 1967, a donné le 18 septembre 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e augustus 1967 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen", zoals het door de Minister op 15 september 1967 gewijzigd werd, heeft de 18e september 1967 het volgend advies gegeven :

Le projet dont le Conseil d'Etat est saisi réalise une adaptation à la matière militaire du règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes, tel qu'il a été établi par l'arrêté royal du 28 février 1963. Le Conseil d'Etat bornera ses observations aux dispositions qui s'écartent de l'économie de cet arrêté.

OBSERVATIONS GENERALES.

Plusieurs définitions et classifications diffèrent de celles qui figurent dans l'arrêté royal du 28 février 1963.

Plus spécialement en ce qui concerne la classification des nuclides radioactifs, l'article 4 du projet mentionne de nombreux nuclides qui ne figurent pas dans l'arrêté de 1963. Par ailleurs, des nuclides qui, dans cet arrêté, sont rangés dans une classe déterminée, se retrouvent dans une autre classe : par exemple 7 nuclides rangés dans la classe B de l'arrêté de 1963 sont repris dans la classe A du projet (radiotoxicité très élevée) et vice versa pour certains autres nuclides.

Or, le régime d'autorisation des établissements, les mesures de protection, les prescriptions en matière d'importation, distribution et transport des substances radioactives sont essentiellement différents selon la classe dans laquelle les nuclides radioactifs sont rangés.

.../...

Suivant les explications fournies par l'officier délégué, ces divergences proviennent des modifications qui ont été apportées par la commission de l'Euratom aux définitions et au classement des nuclides. Il serait nécessaire que le Gouvernement apporte les mêmes adaptations aux définitions et classifications établies par l'arrêté du 28 février 1963.

\+

\+ \+

Dans la définition de "source réglementaire", il est question du "Service de la protection du travail du Département de la Défense nationale". Il est encore question de celui-ci dans d'autres dispositions du projet. Selon les déclarations de l'officier délégué, ce service aurait été créé par un Ordre général . Le fait que l'arrêté royal en projet confère certaines attributions à ce service aura pour effet que ce dernier ne pourra plus être supprimé et que ses attributions ne pourront plus être modifiées autrement que par arrêté royal.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

L'intitulé du projet, tel qu'il figure à l'amendement que le Ministre a adressé au Conseil d'Etat par sa lettre du 14 septembre 1967, reproduit par erreur l'intitulé de l'arrêté royal du 28 février 1963. Le véritable intitulé est :

.../...

"Arrêté royal portant règlement général militaire de la protection contre le danger des radiations ionisantes".

PREAMBULE.

Troisième alinéa.

Il convient de compléter la référence à la loi du 29 mars 1958 par les termes : "modifiée par la loi du 29 mai 1963".

Quatrième alinéa.

Le 2 février 1959, le Conseil de la Communauté européenne de l'énergie atomique a, conformément aux articles 30 et 31 du Traité, fixé les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des radiations ionisantes (Journal officiel des Communautés européennes, 20 février 1959).

Le préambule de l'arrêté cite ces directives.

Il convient d'observer que, si cette mention ne présente aucun inconvénient, les directives de la Communauté européenne de l'énergie atomique ne constituent nullement le fondement légal du règlement général.

Si le Gouvernement estime cependant utile de les rappeler, il conviendrait de compléter la référence en mentionnant les nouvelles directives intervenues depuis le 2 février 1959, soit les 5 mars 1962 et 27 octobre 1966.

.../...

Aux termes de l'article 9 de la loi du 29 mars 1958, le projet doit être délibéré en Conseil des Ministres. Le préambule doit faire mention de cette formalité.

Article ler.

Littera l.l.b.

Aux termes de l'article ler, littera l.l.b. , le règlement en projet s'appliquera aux transports d'appareils ou de substances capables d'émettre des radiations ionisantes "ordonnés par le Ministre de la Défense nationale". La référence à des transports ordonnés par le Ministre de la Défense nationale s'explique par le fait que l'article ler de l'arrêté royal du 28 février 1963 exclut du champ d'application de cet arrêté les transports ainsi qualifiés.

Les termes "transports ordonnés par le Ministre de la Défense nationale" peuvent laisser supposer qu'un transport effectué par des militaires mais qui n'aurait pas été "ordonné" par le Ministre de la Défense nationale demeurerait soumis à la réglementation fixée par l'arrêté royal du 28 février 1963. Telle n'est pas l'intention du Gouvernement.

Par ailleurs, il est difficilement concevable, si l'on s'en tient au sens normal du terme "ordonné", que l'article 67 du projet soumette à l'autorisation préalable du Ministre des transports qui, selon l'article 66, sont ordonnés par lui.

Compte tenu des considérations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose de compléter l'article ler, a, 1.1. par la phrase suivante :

.../...

"Par transports ordonnés par le Ministre de la Défense nationale, on entend tout transport que le Ministre de la Défense nationale a compétence pour ordonner ou autoriser".

Littera 1.2.

Au dernier alinéa de cette disposition, il convient de remplacer les termes "Il ne couvre pas" par les mots "Il ne concerne pas".

De plus, contrairement au texte néerlandais qui est conforme au dernier alinéa de l'article 1er de l'arrêté royal du 28 février 1963, le mot "terrestres" après "sources naturelles" a été omis par erreur.

Article 6.

Au littéra 6.3, quatrième alinéa in fine, il convient d'écrire : "par l'intermédiaire du chef d'état-major général" au lieu de "sous couvert du chef d'état-major général".

Au littéra 6.7., il convient de remplacer les termes "avec le degré de sécurité militaire idoine" par les mots "selon les règles propres à la conservation des secrets militaires".

.../...

Article 7.

Au littera 7.3., alinéa 1er, il convient de rédiger la phrase liminaire comme suit :

"S'il n'a pas rejeté la demande, le chef d'état-major général transmet celle-ci, accompagnée de ses observations, à une commission ... ".

Article 20.

L'article 20, 20.2, littera a, dispose que le contrôle médical comprendra un examen préliminaire "qui coïncide avec l'examen médical subi au C.R.S.".

S'il est vrai qu'aux termes de l'article 2, § 1er, des lois coordonnées sur la milice : "Tout citoyen belge doit accomplir le service militaire", ce qui inclut l'obligation de subir l'examen médical au Centre de recrutement et de sélection, il n'est cependant pas exclu que les établissements militaires emploient du personnel qui n'est pas passé par ce Centre . Tel serait le cas, notamment, pour les femmes et les personnes dispensées du service pour cause morale (lois sur la milice, article 12). Le Conseil d'Etat propose donc de rédiger l'article 20, 20.2, comme suit :

"20.2. Le contrôle médical comprendra :

a) un examen préliminaire ;

b) des examens périodiques de dépistage de maladies professionnelles;

c) la détermination des doses individuelles et des doses cumulées.

L'examen médical subi au Centre de recrutement et de sélection tient lieu d'examen préliminaire".

A l'article 20, 20.4, il y a lieu de supprimer les mots"également les uns et les autres, aux fins de ces explorations".

Articles 66 et 67.

Voir les observations formulées au sujet de l'article ler, 1.1.b.

Article 87.

Cet article, combiné avec la disposition de l'article 88.1, entend répartir la responsabilité entre les autorités "de la chaîne hiérarchique militaire" au prorata "des attributions de la fonction de chaque autorité".

Selon les renseignements donnés par l'officier délégué, cette disposition aurait pour objet de régler des questions de responsabilité civile. Il n'appartient pas au Roi de disposer en pareille matière.

Au 87.1, les mots "de la chaîne hiérarchique militaire" n'ont aucune portée juridique. Il convient de les omettre.

Au 87.2, le sigle N.B.C. doit être exprimé en toutes lettres. On écrira donc : "qui ont reçu une formatio spéciale en énergie nucléaire, en biologie et en chimie".

Article 89.

Le 89.2 fixe les délais dans lesquels les procès-verbaux doivent être transmis à l'auditeur militaire et au commandant d'établissement ou au chef d'entreprise.

La loi fixe les règles de compétence et de procédure qui régissent la constatation et la répression des infractions. Il n'appartient pas au Roi, par des dispositions réglementaires, d'ajouter à ces règles.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp is een aanpassing aan het militair domein van het algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, zoals dat is vastgesteld in het koninklijk besluit van 28 februari 1963. De Raad van State zal alleen opmerkingen maken over de bepalingen die van de opzet van dat besluit afwijken.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Een aantal begripsomschrijvingen en indelingen verschillen van die van het koninklijk besluit van 28 februari 1963.

Meer bepaald is dat zo met betrekking tot de indeling van de radioactieve nucliden : artikel 4 van het ontwerp vermeldt heel wat nucliden die niet voorkomen in het besluit van 1963, terwijl nucliden die daar in een bepaalde klasse waren ingedeeld, thans onder een andere klasse komen te staan. Zo staan 7 nucliden van klasse B uit het koninklijk besluit van 1963 (hoge radiotoxiciteit) nu onder klasse A in het ontwerp (zeer hoge radiotoxiciteit); met andere nucliden doet zich het omgekeerde voor.

Nu is het zo, dat het vergunningsstelsel voor de inrichtingen, de beschermingsmaatregelen, de voorschriften inzake invoer, verdeling en vervoer van radioactieve stoffen wezenlijk verschillen naar gelang van de klasse waarbij de radioactieve nucliden zijn ingedeeld.

.../...

Naar de gemachtigde officier heeft verklaard, komen die verschillen voort uit de wijzigingen welke de Euratom-commissie heeft aangebracht in de begripsomschrijvingen en in de indeling van de nucliden. De Regering zou dezelfde wijzigingen moeten aanbrengen in de begripsomschrijvingen en indelingen van het besluit van 28 februari 1963.

\+

\+ \+

In de omschrijving van het begrip "reglementaire bron" is sprake van de "Dienst voor Arbeidsbescherming van het Departement van Landsverdediging". Ook in andere bepalingen van het ontwerp wordt die dienst genoemd. Volgens de gemachtigde officier zou die dienst bij een algemeen order ingesteld zijn. Nu het ontwerp-koninklijk besluit bepaalde bevoegdheden aan die dienst opdraagt, zal deze niet meer kunnen worden afgeschaft en zullen zijn bevoegdheden nog alleen bij koninklijk besluit kunnen worden gewijzigd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

OPSCHRIFT.

Het opschrift van het ontwerp, zoals het voorkomt in het amendement dat de Minister aan de Raad van State heeft gezonden met zijn brief van 14 september 1967, is overgenomen uit het koninklijk besluit van 28 februari 1963. Dat is verkeerd, want het opschrift van het ontwerp moet zijn :

.../...

"Koninklijk besluit houdende algemeen militair reglement voor de bescherming tegen het gevaar van de ioniserende stralingen".

AANHEF.

Derde lid.

De verwijzing naar de wet van 29 maart 1958 moet worden aangevuld met de woorden "gewijzigd bij de wet van 29 mei 1963".

Vierde lid.

Op 2 februari 1959 heeft de Raad van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, overeenkomstig de artikelen 30 en 31 van het Verdrag, de basisnormen vastgesteld voor de bescherming van de gezondheid der bevolking en der werknemers tegen de aan ioniserende stralingen verbonden gevaren (Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen, 20 februari 1959).

De aanhef van het ontwerp-besluit verwijst naar de desbetreffende richtlijnen.

Daartegen is geen bezwaar, maar de richtlijnen van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie leveren hoegenaamd geen rechtsgrond op voor het algemeen reglement.

.../...

Acht de Regering het toch nuttig ernaar te verwijzen, dan moet zij dat ook doen voor de nieuwe richtlijnen die sedert 2 februari 1959, namelijk op 5 maart 1962 en 27 oktober 1966, tot stand zijn gekomen.

Luidens artikel 9 van de wet van 29 maart 1958 moet over het ontwerp-besluit in Ministerraad zijn beraadslaagd. De aanhef moet melding maken van die formaliteit.

Artikel 1.

Littera 1.1.b.

Luidens artikel 1, 1.1.b., zal het reglement toepassing vinden op het "door de Minister van Landsverdediging bevolen" vervoer van toestellen of stoffen die ioniserende straling kunnen uitzenden. De verwijzing naar het door de Minister van Landsverdediging bevolen vervoer is hierdoor te verklaren, dat artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 dat vervoer uitsluit.

De woorden "door de Minister van Landsverdediging bevolen vervoer" kunnen laten veronderstellen, dat door militairen verricht maar niet door de Minister van Landsverdediging "bevolen" vervoer onderworpen blijft aan de reglementering die vastgesteld is in het koninklijk besluit van 28 februari 1963. Zo bedoelt de Regering het echter niet.

.../...

Anderzijds kan bezwaarlijk worden aangenomen, als men zich houdt aan de normale betekenis van het woord "bevolen", dat artikel 67 van het ontwerp een voorafgaande vergunning van de Minister eist voor vervoer dat, volgens artikel 66, door hem zelf wordt bevolen.

Gelet op hetgeen hiervoren is gezegd, stelt de Raad van State voor, artikel 1,a,1.1, aan te vullen met de volgende volzin :

"Onder door de Minister van Landsverdediging bevolen vervoer wordt verstaan, elk vervoer dat de Minister van Landsverdediging kan bevelen of toestaan".

Littera 1.2.

In de Franse tekst van het laatste lid van deze bepaling vervange men de woorden "Il ne couvre pas" door "Il ne concerne pas".

Op te merken valt dat de Nederlandse tekst van dat lid volkomen overeenstemt met het laatste lid van artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963, maar dat in de Franse tekst het woord "terrestres" na "sources naturelles" is weggevallen.

Artikel 6.

In 6.3, vierde lid in fine, Franse tekst, moet worden gelezen "par l'intermédiaire du chef d'état-major général" in plaats van "sous couvert du chef d'état-major général".

In 6.7 vervange men de woorden "De beslissing wordt medegedeeld met de geschikte militaire veiligheidsgraad" door "De beslissing wordt, volgens de regelen

.../...

die gelden voor het bewaren van militaire geheimen, medegedeeld".

Artikel 7.

In 7.3 leze men het eerste lid als volgt :

"Als de chef van de generale staf de aanvraag niet afgewezen heeft, zendt hij die, met zijn opmerkingen, aan een beperkte commissie waarvan de samenstelling en het statuut bepaald is in artikel 7.4".

Artikel 20.

Artikel 20, 20.2, a, bepaalt dat de medische controle omvat : een voorafgaand onderzoek "dat samenvalt met het medisch onderzoek in het RSC".

Al bepaalt artikel 2, § 1, van de gecoördineerde dienstplichtwetten dat ieder Belgisch burger tot de militaire dienst gehouden is, hetgeen de verplichting insluit om een medisch onderzoek te ondergaan in het Recruterings- en Selectiecentrum, toch is het niet uitgesloten dat de militaire inrichtingen personeel tewerkstellen dat niet in dat Centrum is geweest. Dat zou onder meer het geval zijn met het vrouwelijk personeel en met degenen die op morele grond van dienst zijn vrijgelaten (diensplichtwetten, artikel 12). De Raad van State stelt dan ook voor, artikel 20, 2, als volgt te lezen :

.../...

"20.2. De medische controle omvat :

a) een voorafgaand onderzoek;

b) een geregeld onderzoek voor het opsporen van beroepsziekten;

c) de bepaling van de individuele en van de gecumuleerde doses.

Het medisch onderzoek in het Recruterings- en Selectiecentrum geldt als voorafgaand onderzoek".

In artikel 20, 20.4, schrappe men de woorden "voor deze onderzoeken" en leze men "Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin".

Artikelen 66 en 67.

Zie de opmerkingen bij artikel 1, 1.1.b.

Artikel 87.

Dit artikel, gecombineerd met de bepaling van artikel 88.1, bedoelt de verantwoordelijkheid te verdelen over de "autoriteiten van de militaire hiërarchische keten" volgens "de bevoegdheden der functie van elke autoriteit".

Naar de gemachtigde officier heeft verklaard, zou die bepaling tot doel hebben de burgerrechtelijke aansprakelijkheid te regelen. Op dat gebied kan de Koning echter geen voorzieningen treffen.

.../...

In 87.1 hebben de woorden "van de militaire hiërarchische keten" geen juridische inhoud. Zij dienen te vervallen.

In 87.2 moet de afkorting NBC worden vervangen door de voluit geschreven tekst : "de officieren die een speciale opleiding hebben gekregen inzake kernenergie, biologie en chemie".

Artikel 89.

De tekst van 89.2 bepaalt binnen welke termijn de processen-verbaal aan de krijgsauditeur en aan de commandant van de inrichting of aan het ondernemingshoofd moeten worden bezorgd.

De wet regelt de bevoegdheid en de procedure inzake vaststelling en bestraffing van overtredingen. Het komt de Koning niet toe, door verordeningsbepalingen iets aan die regelen toe te voegen.

La chambre était composée de

Messieurs : G.VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.MASQUELIN, conseillers d'Etat,
F.REMION, staatsraden,

G.ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
F.RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.H.VLIEBERGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.VLIEBERGH, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) G.VAN BUNNEN.